

Plus précisément, le manque d'information nécessaire pour évaluer le bien-fondé de la proposition a été signalé par la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA), *Prairie Pools Inc.* et la Fédération de l'agriculture de l'Ontario (FAO). La FCA a déclaré ce qui suit:

Certes, nous avons d'importantes réserves à cet égard, mais nous avons dit il y a quelque temps qu'il valait sans doute la peine de fouiller cette idée pour voir si elle pouvait être utile. Nous n'avons jamais vu de proposition suffisamment définie pour pouvoir dire que c'est ce qu'il fallait pour la collectivité agricole, qu'elle soit inchangée ou non. Nous estimons qu'il faudrait examiner le processus pour voir ce qu'il vaut. (M. Don Knoerr, Fédération canadienne de l'agriculture, fascicule 18:10, 15 décembre 1987)

Il existe aussi un certain scepticisme quant au degré d'appui à cette proposition de la part des investisseurs, étant donné le marasme actuel de l'industrie et l'ampleur de la participation gouvernementale nécessaire pour s'assurer de cet appui. Témoignant devant le Comité, *Prairie Pools Inc.* a exprimé ses préoccupations de la façon suivante:

La principale question [...] que nos membres ont posée a été celle-ci: qui va investir dans l'agriculture à l'heure actuelle si le seul encouragement consiste dans la possibilité d'obtenir un rendement raisonnable, sans aucun espoir de réaliser des gains en capital? Aucun investisseur ne sera intéressé s'il n'a que pour seul espoir de réaliser des gains en capital. (M. William Strath, *Prairie Pools Inc.*, fascicule 16:13, 8 décembre 1987)

Une autre préoccupation à cet égard porte sur les garanties gouvernementales pour les investisseurs éventuels. La FAO l'a exprimée en ces termes:

Nous nous demandons quel genre de concessions il faudrait faire pour que des investisseurs de l'extérieur participent à ce financement par actions. Nous nous préoccupons également du manque de souplesse d'une société comme la SCA, qui s'occupe surtout de biens agricoles. Quand les affaires périclitent, il n'y a rien à faire. (M^{me} Brigid Pyke, Fédération de l'agriculture de l'Ontario, fascicule 17:37, 14 décembre 1987)

La *United Grain Growers Association* a déclaré:

Nous craignons qu'on ne crée de vrais problèmes si le gouvernement commence à consentir des encouragements artificiels aux investisseurs pour qu'ils achètent des terres agricoles. Le gouvernement ne devrait pas avoir à offrir des taux de rendement garantis, des crédits d'impôt ou d'autres subventions indirectes si l'agriculture est une industrie viable